VIE POLITIQUE

Quelle place pour la «chkara» ?

Les accusations d'immixtion des hommes d'affaires dans le monde de la politique ont fait réagir une partie de ces derniers, le président du FCE en l'occurrence, qui se défend d'avoir une quelconque intention politique. L'évènement soulève aujourd'hui la problématique de ce que les observateurs politiques appellent la «collusion entre l'argent et le politique», un sujet sensible sur lequel interviennent deux spécialistes de la question.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Ali Haddad s'est longtemps abstenu d'intervenir tout au long de ces longs mois. L'homme, on le sait, a préféré s'astreindre au silence afin de s'épargner des attaques et des mises au point virulentes comme il en était devenu coutume après chaque déclaration en rapport avec des évènements politiques.

On se souvient notamment des réactions qu'il avait déchaînées après ses commentaires au sujet du groupe des 19 personnalités qui avaient sollicité une entrevue avec le Président Bouteflika afin de lui faire part de leur inquiétude sur l'avenir du pays. Cette fois, la situation imposait de lui une entorse à la règle qu'il s'était imposée.

L'accusation dont il a fait l'objet est venue de Ammar Saâdani lequel faisait, très récemment encore, allusion au FCE en accusant les hommes d'affaires de vouloir faire intrusion dans le monde de la politique. Le SG a lancé un message lourd et Ali Haddad ne l'ignore pas. Il a donc tenu à répondre à celui qu'il qualifie «d'ami».

«On peut rassurer les politiques, soyez tranquilles, dit-il, le Forum des chefs d'entreprises ne se présentera pas aux élections législatives», déclare-t-il devant un parterre de journalistes. «Nous sommes une organisation qui contribue à la valorisation de l'action du travail, nous n'avons rien à voir avec la politique, mais s'il y a des membres du FCE qui veulent se présenter aux élections à travers des partis, ils sont libres, nous n'avons pas d'orientation à leur fournir. Mais le FCE ne présentera pas de listes», a-t-il ajouté en précisant que l'organisation qu'il préside ne finançait «personne».

Quant à Ammar Saâdani, «il n'a pas dit cela de manière agressive».

Il faut savoir que Ali Haddad n'en est à pas à sa première accusation de s'immiscer dans le monde de la politique, ses propos avaient même poussé certains membres du FCE à se retirer carrément de l'organisation comme ce fut le cas pour Tahkout qui a démissionné avec fracas en l'accusant de s'introduire dans des affaires qui ne le concernaient pas. Mais au-delà du cas Haddad, la problématique soulevée concerne un phénomène nouveau auquel l'Algérie assiste, celui de l'intrusion des hommes d'affaires dans les coulisses de la politique. Et le sujet est évoqué à chaque fois que l'occasion se présente.

Le patron de Cevital avait lui aussi été accusé d'avoir des intentions politiques lors du feuilleton du rachat d'*El-Khabar* par sa société, ce qui lui valu une «remarque» du secrétaire général du FLN : «Issad Rebrab doit choisir entre le monde de la politique et celui de l'argent.»

La «remarque» est également souvent faite par les animateurs de la scène politique et responsables de partis à l'instar du Parti des travailleurs qui dénonce l'influence de certains hommes d'affaires sur le gouvernement et plus particulièrement encore de certains ministres enclins à orienter leurs décisions en fonction de certains financiers. Il faut savoir que la question est également au centre des débats des observateurs politiques.

En sa qualité de président d'une commission onusienne sur le mécanisme africain d'évaluations par les pairs, Mekkidèche s'est penché sur le sujet. «Le phénomène de collusion entre les affaires et la politique est là, dit-il, il existe, même s'il n'est pas mesurable. Il est dans l'informel et se manifeste par ce qu'on appelle la "chkara"». Pour les législatives, par exemples, ces hommes d'affaires achètent les positions. Ils œuvrent pour leurs penchants personnels en achetant des personnes pour l'introduction de textes par exemple, et ces personnes ont 90% de chances d'être élues.

Photo : DR

Le fait que le sujet soit publiquement évoqué par des responsables comme Ammar Saâdani fait désordre, car cette collusion nuit grandement au fonctionnement démocratique, elle pollue l'alternance démocratique. Cette situation n'est pas propre à l'Algérie, mais nous demandons une clarification et une réglementation des partis politiques et des candidats aux élections comme les législatives par exemple.»

Le politologue Rachid Tlemçani évoque lui aussi la «chkara», moyen financier utilisé par des groupes de pression sur les hommes politiques pour influencer leurs orientations politiques en fonction de leurs intérêts. Il précise à son tour que le phénomène n'est pas propre à l'Algérie. «Chez nous, cependant, les classes populaires ne sont pas organisées et elles ont donc laissé le terrain libre aux opportunistes qui se sont infiltrés dans toutes les institutions et même dans le gouvernement.»

Selon lui, le projet de retraite anticipée illustre à lui seul la situation. «Qui a décidé de prendre cette décision ? La tripartite, bien sûr. Qui la compose ? De grands entrepreneurs algériens. Les gens n'ont pas encore saisi qu'ils ont dicté leur décision au gouvernement algérien.»

Rachid Tlemçani est pessimiste pour l'avenir du pays. «Si rien n'est changé, il y aura une implosion sociale au bout du tunnel. Aujourd'hui, tous veulent aller à la retraite anticipée pour aller ailleurs, se diriger vers d'autres domaines en emportant dans leur poche les deux sous de cette retraite en espérant que cela leur ouvrira d'autres portes. La notion et la valeur même de travail ont disparu car ils ont compris que cela ne donnait rien dans un système basé sur la corruption.»

A. C.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

Louisa Hanoune hausse le ton

Le Parti des travailleurs (PT) est passé à la vitesse supérieure. Hier, sa secrétaire général, Mme Louisa Hanoune, a lancé un appel pour faire «face à une loi de finances 2017 qui a pour principal but d'appauvrir le peuple et d'enrichir ceux qui pillent les richesses du pays».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En effet, lors de sa conférence de presse animée devant les membres de la section estudiantine du PT, Mme Louisa Hanoun a indiqué que «la crise économique a démasqué l'ampleur de la dilapidation du Trésor public». Egale à elle-même, la conférencière a qualifié le projet de loi de finances 2017 «d'arme de destruction massive».

C'est dans cette optique, qu'elle explique les «dangers» de cette loi en la qualifiant de «plus sauvage que celle qui nous a été imposée par le FMI durant les années 1990».

Lors de cette énième sortie médiatique, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a procédé à une véritable analyse du projet de loi de finances 2017», en le qualifiant «d'anti-social». Selon elle, «tous les pans de la société seront touchés et seule une minorité prédatrice en profitera».

Usant d'un discours radical, Mme Louisa Hanoune a été jusqu'à dire que «même les allocations allouées aux handicapés et autres invalides seront touchées». Mieux, elle dira aussi, que «tous les secteurs à l'exception de deux ou trois verront leur budget sensiblement diminué, d'où l'urgence de faire face à une situation qui aura des conséquences très graves sur la société».

Actualité oblige, la conférencière a évoqué la dernière grève observée dans le secteur de la Fonction publique. A ce sujet, elle fera savoir que «l'action menée par les syndicalistes étaient une réussite totale».

Elle conclut son intervention en déclarant que «la suppression de la retraite anticipée et sans condition d'âge est une compression d'effectifs et un licenciement déguisés».

A. B.

LE COMITÉ CENTRAL SE RÉUNIT AUJOURD'HUI

Ammar Saâdani contrôle tout au FLN

Le Front de libération nationale réunit, aujourd'hui samedi, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, une session ordinaire de son comité central, la deuxième du genre depuis le dernier congrès de juin 2015. Cette session avait été précédée par une grosse «tempête» politico-médiatique, consécutivement aux dernières déclarations ravageuses du phénoménal secrétaire général du parti, Ammar Saâdani du 5 octobre dernier.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Avec son inimitable style, l'homme s'en prenait ce jour-là, avec une violence inouïe, à deux ex-très hauts responsables algériens, qui ont eu à occuper des fonctions névralgiques, durant des années : en l'occurrence l'ancien patron des services, le général de corps d'armée Mohamed Médiène, dit Toufik, et l'ancien chef de gouvernement, président de l'Assemblée, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat représentant personnel du président de la République et secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem.

L'accusation lancée par Saâdani contre ces deux anciens responsables est d'une extrême gravité : «Ce sont des traîtres à la solde de la France.» Des propos d'autant plus ahurissants, qu'ils n'émanent pas d'un chef ou même d'un quelconque représentant de l'opposition, mais du secrétaire général du FLN avec toute la symbolique que représente ce sigle et qui, en plus, est le parti majoritaire, présidé par le chef de l'Etat et comptant en son sein une pléiade de hauts dignitaires du régime.

Déjà que parmi la composante du comité central qui se réunit aujourd'hui à l'hôtel El-Aurassi, l'on peut citer le troisième personnage de l'Etat, le président de l'Assemblée, Larbi Ould Khelifa, le secrétaire général de la présidence de la République, Hebba El-Okbi, le conseiller du président de la République, Benamer Zerhouni, les ministres de la Justice, Tayeb Louh, de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, des Transports et des Travaux publics, Boudjemaa Talai, de la Santé Abdelmalek Boudiaf, du Tourisme, Abdelouahab Nouri, de l'Agriculture, Abdesselam Chelghoum, de l'Enseignement supérieur Tahar Hadjar, de la Poste et des Technologies de la communication et de l'information, Houda Feraoun, de la Solidarité, Mounia Meslem, des Relations avec le Parlement, Ghania Idalia, du Travail Mohamed El Ghazi, des Affaires maghrébines et africaines Abdelkader Messahel, du ministre directeur de cabinet du Premier ministre, Mustapha Rahiel et bien d'autres membres du gouvernement ou de dirigeants des grands corps de l'Etat comme les douanes, etc.

Or, et malgré une tempête médiatique et même une forte gêne «en haut lieu», Saâdani n'a jamais été inquiété, loin s'en faut. Il présidera tranquillement les travaux de la session du comité central d'aujourd'hui à laquelle il a convoqué les 505 membres composant cette instance, en plus des dizaines d'autres membres, comme des mouhafedhs ou des cadres qui y prennent part à titre «d'invités». En outre, Saâdani contrôle, de bout en bout, le déroulement des travaux avec un ordre du jour limité à quatre points. Il s'agit, respectivement, de la présentation du bilan d'activité, du bilan financier, du rapport de l'Instance de réflexion et de la prospective présidée par le ministre de l'Agriculture Abdesselam Chelghoum et, enfin, de «la stratégie électorale du parti».

Selon une source proche du parti, Saâdani ne ferait pas des déclarations «fracassantes» lors de son intervention. De même que le comité central ne prendrait pas en charge la préparation des prochaines élections législatives et locales, le CC devant charger le secrétaire général de cette mission, à la fin des travaux.

K. A.